Nations Unies E/CN.5/2014/NGO/18

Conseil économique et social

Distr. générale
20 novembre 2013
Français
Original : anglais

Commission du développement social
Cinquante-deuxième session
11-21 février 2014
Suivi du Sommet mondial pour le développement social et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration présentée par la Society of Catholic Medical Missionaries, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, distribuée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

13-57292X (F)

Merci de recycler

Déclaration

Introduction

Nous, Society of Catholic Medical Missionaries, apprécions les efforts déployés par les Nations Unies pour atteindre des millions de personnes grâce à l'étude « My World », qui est une occasion importante et unique pour s'assurer que les voix des citoyens sont entendues par leurs dirigeants sur une tribune mondiale. Il s'agit là du meilleur moyen de donner résonance au monde auquel les peuples aspirent. Nous saluons également les efforts déployés par les Nations Unies pour combattre la pauvreté, éradiquer les épidémies, les guerres et les conflits, et créer un nouveau système économique qui garantisse une répartition équitable des richesses et consolide les passerelles de la confiance entre les peuples du monde. La communauté internationale a encore deux grands défis à relever, à savoir :

a) Comment pouvons-nous parvenir à un développement humain universel tout en nous assurant de la protection de la planète afin que l'humanité ne dépasse pas ses limites critiques?

b) Comment pouvons-nous résoudre les inégalités grandissantes?

Politiques justes

Il est en effet important d'écouter les gens, notamment ceux qui vivent dans la pauvreté, afin de leur permettre de s'autonomiser et de parvenir à l'éradication de la pauvreté et l'intégration sociale grâce au plein emploi et au travail décent. Les six premières priorités des hommes et des femmes de par le monde réitèrent la vérité fondamentale basée les droits humains. Nous devons nous concentrer plus sur la qualité de vie et moins sur le produit intérieur brut. Selon Jeffery Sachs, Directeur de l'Institut de la Terre (Université de Columbia) et Directeur du Réseau des solutions pour le développement durable, il y a actuellement une demande mondiale croissante pour des politiques qui soient plus étroitement alignées sur ce qui est réellement important pour les individus, comme ils conçoivent eux mêmes leur bien-être. Les Nations Unies doivent formuler des politiques justes, particulièrement dans le secteur du commerce et des finances, pour une meilleure intégration sociale.

Le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation relève l'existence d'un lien entre la fiscalité et la faim. Il estime que grâce à une faible fiscalité et à la déréglementation, les multinationales peuvent exploiter avec profit les terres agricoles dans le monde en développement en sapant les prix et en marginalisant les petits agriculteurs locaux. Il fait valoir que les taxes non perçues auprès de ces compagnies constituent les déficits de financement qui empêchent les gouvernements des pays en développement de financer, de s'approprier et de mettre en œuvre les stratégies pluriannuelles et multisectorielles de sécurité alimentaire qui ont prouvé qu'elles réduisaient la faim. Il est de notoriété publique que sans une réglementation adéquate et sans une fiscalité juste, aucun pays ne peut satisfaire les besoins de tous ses citoyens, notamment les couches vulnérables.

Travail décent et intégration sociale sur la base des droits humains

Des millions de personnes sont employées dans des conditions dangereuses et précaires, gagnant des salaires bien inférieurs à la moyenne. Ceci est à la fois injuste et dangereux pour la vie de ceux qui sont forcés de travailler dans ces conditions. Le

Rana Plaza au Bangladesh en est un exemple. Il est inacceptable qu'au vingt-et-unième siècle nous assistions à la fin tragique de ces travailleurs défavorisés qui méritaient un travail décent et un environnement sécurisé. La société de consommation qui jouit des fruits de la main d'œuvre bon marché des autres est partiellement responsable, alors que gouvernements et industriels du textile ne peuvent échapper à la responsabilité morale de la mort des travailleurs. Après la tragédie du Rana Plaza, en novembre 2012, qui a coûté la vie à plus de 110 personnes, les États-Unis d'Amérique ont suspendu le statut commercial préférentiel accordé au Bangladesh, ce qui a conduit finalement au lancement par ce pays et par l'Organisation internationale du travail d'une nouvelle campagne de sécurité dans l'industrie textile afin d'améliorer les conditions de travail dans les ateliers. Bien qu'il ait été dit que la mise en œuvre réussie de cette campagne garantirait de meilleures conditions de travail et de sécurité pour les travailleurs du textile au Bangladesh, devrions nous attendre qu'une telle tragédie survienne pour proposer les politiques et les règles adéquates?

Nous réaffirmons qu'une approche respectueuse des droits de l'homme est essentielle pour atteindre les objectifs de développement, notamment l'élimination de la pauvreté, l'intégration sociale, le plein emploi et le travail décent pour tous. La communauté internationale devrait a la responsabilité de tenir ses engagements en faveur des droits de l'homme et d'un environnement mondial favorable et durable. Dans ce contexte, la fourniture de l'aide publique au développement promise est cruciale. Cela inclut la responsabilité par rapport aux engagements de solidarité mondiale, que ce soit par une aide publique au développement ou par d'autres mécanismes, pour s'assurer que les gouvernements qui possèdent le moins de ressources ne soient pas, eux seuls, responsables de l'amélioration de la vie de leurs citoyens les plus pauvres et les plus marginalisés.

Égalité des sexes pour un avenir durable

Les femmes qui constituent la moitié de la population mondiale, jouent un rôle crucial dans la croissance économique, la viabilité écologique et la réduction de la pauvreté. Cependant, plus d'un tiers des femmes en Asie et dans le Pacifique subissent la violence et l'insécurité, une plaie béante dans les efforts vers un développement durable. Il est impératif de garantir les droits humains des femmes et des filles pour parvenir à l'inclusion sociale, au travail décent et, par dessus tout, à la dignité humaine. L'autonomisation économique des femmes et leur participation pleine et égale à la prise de décision sont essentielles pour parvenir à l'élimination de la pauvreté, à l'intégration sociale, au plein emploi et à un travail décent.

Contre l'exclusion

Le Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015 a identifié cinq réorientations, l'une d'elles concerne la lutte contre l'exclusion. Bien que ce soit une approche louable, la question de sa concrétisation demeure entière. Comment des communautés vulnérables dans des pays en développement peuvent-elles protéger leurs droits légaux dans le contexte de la politique économique actuelle et de ses lois complexes? Comment le flux d'argent illicite de l'Afrique, d'autres pays en développement et des pays les moins avancés (argent qui représente le double, voire le triple de l'aide publique au développement) peut-il être endigué et alloué au développement social? Comment pouvons-nous combler ces failles fiscales qui arrangent bien les industries

d'extraction d'énergies fossiles et autres, et partager les profits avec les populations locales dont la vie et les terres sont en jeu?

Les lois économiques internationales sont complexes et elles influencent de différentes manières la vie des groupes vulnérables. L'Organisation de coopération et de développement économiques a indiqué que 5 000 et 7 000 milliards de dollars des États-Unis vont vers des paradis fiscaux. Ce flux financier a des conséquences majeures sur le revenu, la répartition des richesses et les droits humains des individus à travers le monde, créant des opportunités pour quelques-uns et laissant de côté le plus grand nombre. Si les problèmes de l'accaparement des terres, de l'évasion fiscale et des flux illicites de capitaux ne sont pas réglés, nous ne pourrons ni atteindre l'objectif d'élimination de l'exclusion ni celui de l'élimination de la pauvreté.

Dans ce contexte, la Society of Catholic Medical Missionaries exhorte les États Membres à élaborer des politiques justes pour :

a) Protéger les communautés dont l'accès aux moyens de subsistance est menacé par la pollution de l'environnement et l'exploitation des ressources naturelles causées par les industries d'extraction d'énergies fossiles et autres, ainsi que par l'industrie mondiale de la pêche commerciale;

b) Combler toutes les failles en matière de fiscalité, principalement l'évasion fiscale par les sociétés transnationales, et arrêter les flux illégaux de capitaux en provenance des pays les moins avancés et des pays en développement;

c) Promouvoir des sources de financement alternatives telles que la taxe sur les transactions financières, qui pourraient mobiliser des ressources supplémentaires pour le bien-être des personnes vivant dans l'extrême pauvreté;

d) Prévenir toutes les formes de violence à l'encontre des femmes et des filles et permettre à ces dernières de s'épanouir pleinement, tant pour leur bien et celui de leurs familles que pour l'amélioration de la société dans son ensemble;

e) Annuler la dette souveraine des pays les plus vulnérables afin qu'ils puissent réinvestir cet argent dans le développement social.

Conclusion

La communauté internationale a un rôle essentiel à jouer en créant un environnement favorable grâce à des politiques justes, alors que les gouvernements nationaux doivent montrer la voie en garantissant le respect des droits de l'homme lors de la mise en œuvre de ces politiques. Le nombre croissant de mouvements populaires et de réseaux de défenseurs des communautés vulnérables est preuve que les États ne répondent pas aux attentes des citoyens qui les ont portés au pouvoir. Il faut absolument changer le paradigme socio-économique actuel qui permet deux extrêmes: l'extrême pauvreté et l'extrême richesse. L'extrême pauvreté oblige les États, sur les plans moral et spirituel, à agir au nom du programme mondial durable des individus, en s'attaquant particulièrement à l'impact négatif de l'extrême richesse qui accable les couches les plus marginalisées de la société.

Nous saluons et réaffirmons l'appel du Secrétaire général pour une vie digne pour tous (voir A/68/202). Dans l'attente que cette vision se concrétise, des groupes tels que Avocats sans Frontières, des organisations religieuses et autres organisations internationales continueront d'exiger une responsabilité sociale pour s'assurer que les règles de l'économie mondiale s'appliquent à tout un chacun, et non pas seulement aux riches et aux puissants.

Note : Cette déclaration est signée par les organisations non gouvernementales suivantes dotées du statut consultatif auprès du Conseil : Carmelite NGO, Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul, Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd, Dominican Leadership Conference, Fundación Global Democracia y Desarrollo, Global Foundation for Democracy and Development, Loretto Community, Maryknoll Sisters of St. Dominic, Salesian Missions, Sisters of Mercy of the Americas, UNANIMA International et VIVAT International.